



Buurtwerk = travail de quartier

Dans la série de nos articles sur les luttes urbaines (Marolles, faubourgs de Luxembourg) nous présentons cette fois-ci un travail de quartier en Flandre.

En Flandre et à Bruxelles-partie flamande- il existe une vingtaine de "Buurtwerks" qui s'articulent généralement autour d'une maison de quartier.

Voyons de plus près le travail d'un de ces "Buurtwerks". Il s'agit du quartier de la gare du Nord et de la maison de quartier sise au 295 de la chaussée d'Anvers. Ici, le travail de quartier est issu du service social de la paroisse. Une rénovation urbaine fut à l'origine d'une cristallisation du travail de ce service social. A partir d'un travail social classique, c'est-à-dire individuel et centré sur les immigrés on en est venu à une vue plus globale avec la revendication du relogement sur place après rénovation.

Des tours de logement ont été construites. La Maison du quartier essaie maintenant d'animer ces îlots de béton. Premier objectif: une plaine de jeux. Des fêtes sont organisées pour favoriser les rencontres entre les différentes parties du quartier (tours nouvelles et anciennes maisons) et les différentes cultures (Belges, Grecs, Marocains).

* Dans les tours une hausse des loyers de 20% s'annonce. La Maison du quartier essaie de regrouper les habitants pour réagir ensemble. Un comité des locataires est constitué, mais s'effrite au fil des interventions partidaires c'est-à-dire, des fêtes du boudin socialiste, chrétienne et autres.

* Dans le vieux quartier de petits projets se dessinent ayant tous pour objectif la participation et la prise de responsabilités des personnes concernées.

* Dans une rue à habitation ouvrière (rue du Travail) l'alternative de la démolition ou du renouveau des vieilles maisons se posait. Une étude fut faite qui tend à démontrer que la rénovation est meilleur marché et que les locataires actuels pourront rester avec de bas loyers. Cette étude a été financée par le gouvernement. On essaie de regrouper les habitants dans une coopérative.

* Dans une autre rue les maisons ont été retapées avec l'aide des "Compagnons bâtisseurs" (regroupement de volontaires). Les locataires sont membres d'une ASBL de renouveau social de la cité "Bloemenkrans".

En collaboration avec un bureau d'architectes du quartier un plan est en train d'être dressé. Une fois la maquette élaborée on fera avec elle le tour du quartier pour recueillir l'avis des habitants. Le vieux quartier étant surtout habité par des immigrés et des retraités, les autorités communales (3 communes sont concernées) s'en étaient assez largement désintéressées.

Tout ça bouge donc, avec des hauts et des bas. Mais n'est-ce pas le sort de toute entreprise humaine visant à donner la parole à ceux qui jusqu'à maintenant n'avaient point le droit, voir la possibilité de la prendre? Faut-il s'étonner qu'il y ait quelque balbutiement au début d'un apprentissage fut-il collectif. Faut-il s'étonner qu'il y ait des reculs dans pareils cheminements collectifs? Les responsables de la Maison de quartier ne perdent pas courage et essaient sans relâche de prôner le courage et l'endurance tout en procurant les moyens techniques de réussite.

Le "Buurtwerk" de la chaussée d'Anvers est financé comme tout Buurtwerk par le Ministère de la Culture néerlandaise. Celui-ci paie en effet 90% du salaire d'un travailleur social et 75% des frais de fonctionnement de la Maison de quartier avec un plafond par les deux subventions de 600 000 francs. Cet argent n'est versé qu'après coup, c'est-à-dire sur la vue du bilan annuel. Ainsi les Buurtwerk doivent trouver l'argent nécessaire pour une année pour pouvoir commencer.

Le Buurtwerk dont nous venons de parler "occupe" 2 assistants sociaux à plein temps, l'un subventionné par le Ministère, l'autre par des dons privés. En outre y travaillent deux objecteurs de conscience et un chômeur remis au travail. Le quartier comprend quelques milliers d'habitants.

Les Buurtwerk sont tous nés à la suite de projets de rénovation et luttent tous contre l'élimination des populations actuelles au profit d'autres couches ou au profit du béton.

Ils sont financés au moins en partie par des fonds publics pour contester les décisions des administrations publiques. Les instances nationales aident donc la contestation au niveau local. Puisque les deux niveaux sont assez rapprochés au Luxembourg, la volonté politique du Gouvernement pour aider les initiatives locales de ce genre devrait être plus grande. Etant donné que des embryons d'initiatives pareilles existent au Luxembourg, quand le Gouvernement commencera-t-il à les aider financièrement? On nous parle de liberté d'expression dans notre démocratie. N'est-ce point éminemment démocratique que de donner la possibilité réelle de s'exprimer à ceux-là même qui ont des difficultés de le faire?

Serge